

res de la réciprocité prétendent que ce sont les acheteurs et non les vendeurs qui paient les droits, comme si la goutte d'eau des exportations Canadiennes pouvaient se faire sentir dans l'océan de la production Américaine.

Au 1er Janvier 1879 les Etats-Unis avaient une production agricole de \$2,113,001,839 représentée par les 14 articles qui suivent :

Blé.....	420,122,000	minots	Foin.....	39,608,276	ton.
Maïs.....	1,388,213,090	"	Cheveaux....	10,938,700	têtes
Avoine.....	413,000,000	"	Mules.....	1,713,100	"
Orge.....	42,000,000	"	Vaches.....	11,826,400	"
Seigle.....	28,842,790	"	Bœufs.....	21,408,100	"
Sarrasin.....	12,241,820	"	Moutons	38,123,800	"
Pom. de terre...	124,126,650	"	Porcs.....	34,761,1k0	"

En face de ces chiffres écrasants il est simplement absurde de prétendre que nos exportations peuvent modifier en quoi que ce soit les prix des Etats-Unis. Il s'en suit donc nécessairement que, chaque fois que nous vendons une tête de bétail ou un minot de grain aux Américains, nous payons les droits exigés à la frontière. Par conséquent ce sont trois millions de piastres que nos cultivateurs ont payées et perdues de cette manière pendant l'année 1878.

Si nous n'étions pas une colonie anglaise, nous obtiendrions de suite l'union commerciale avec nos voisins, en sorte que nous n'aurions plus rien à payer sur les transactions commerciales des deux pays.

Voilà où est le salut pour notre population agricole. Rappelons-nous de ces temps prospères où les maisons Renaud et Tourville achetaient pour des millions de grains par mois, pour le compte des maisons américaines. Dans toutes nos campagnes il y avait des acheteurs des Etats-Unis qui, à grands prix, achetaient tout ce que nous avions à vendre. Nous avions alors la réciprocité avec nos riches voisins. Cette réciprocité ne portait que sur les produits agricoles des deux pays et l'Angleterre y avait consenti